

Pour réussir leur transition, les villes suisses veulent plus de moyens

RÉCHAUFFEMENT La tension entre la politique communale et les échelons cantonaux et fédéraux en matière d'environnement s'est traduite hier en un appel lancé par l'Union des villes suisses et porté par plusieurs élus romands. Les villes demandent à être davantage écoutées et soutenues pour déployer leurs efforts

PAULINE RUMPF

En matière de climat, c'est un effet collatéral du fédéralisme qu'a dénoncé une délégation de représentants des villes suisses mardi dans la capitale vaudoise. Lausanne, Fribourg, Neuchâtel, Vevey, Nyon, Yverdon-les-Bains et Renens se sont fait les porte-voix de l'Union des villes suisse (UVS), qui signait en mars une prise de position demandant qu'on leur donne les moyens de réussir la transition écologique. Celle-ci les concerne au premier chef, rappelle la chargée de politique énergétique et climatique de l'UVS, Daphné Rüfenacht: les agglomérations rassemblent trois quarts de la population, et 80% de la performance économique suisse.

A la tribune, les municipaux se sont relayés pour évoquer les impacts de ces

enjeux dans leur commune, et les revendications qui en découlent. A Fribourg, la réfection d'une route, avec des questions d'écoulement des eaux et d'îlots de chaleur, illustre les aspects techniques complexes dans lesquels la ville s'aventure, un peu esseulée. «Nous nous dirigeons vers un label de construction durable novateur, qui ouvre beaucoup de questions sur le cadre légal, explique le municipal Elias Moussa. Sans compter les surcoûts. Nous craignons donc les coupes prévues par la Confédération.»

Piscine remplie avec l'eau du lac

A Vevey, on rappelle les arbitrages nécessaires entre aspects sociaux et environnementaux. «Nous pouvons inciter les propriétaires à rénover leurs bâtiments, mais cela se traduit souvent par une hausse des loyers répercutée sur les locataires», rappelle sa déléguée à la durabilité, Jessica Renel. Qui note aussi l'exemple des piscines veveysannes, remplies jusqu'ici avec l'eau du lac; la ville a été rappelée à l'ordre par le canton, puisque la loi l'oblige à utiliser de l'eau potable. Une quinzaine de mesures du Plan climat veveysan sont d'ailleurs

bloquées par des lois cantonales, par exemple sur la réutilisation de l'eau de pluie ou la vaisselle réutilisable.

A Nyon, c'est le réseau électrique qui cristallise les défis. Avec le développement du photovoltaïque, ses revenus provenant de la facturation de l'électricité ont été divisés par vingt en 20 ans, malgré les investissements nécessaires, rappelle son municipal Pierre Wahlen. Qui pointe des enjeux légaux, comme le prix maximal de rachat divisé par trois pour l'an prochain, freinant la pose de nouveaux panneaux; ou la répartition des coûts d'entretien du réseau, imputée aux consommateurs. Et ce, bien que les producteurs privés l'utilisent aussi pour redistribuer leur courant excédentaire. Neuchâtel évoque, elle, la mise en place d'un chauffage à distance local, devisée à 220 millions de francs: un investissement lourd pour une commune.

«Faute de base légale claire, une commune prend des risques»

Des sujets plus polémiques ont également été glissés dans la liste, comme la récente annonce fédérale proposant de limiter les zones 30 km/h. A Yverdon-les-

Bains, on critique aussi la norme forçant les propriétaires à prévoir des places de parc dans tout nouveau projet, ou à payer des compensations. Toute exception demande une procédure lourde et symboliquement problématique, estime l'élue Carmen Tanner. Elle rappelle aussi que l'énergie grise n'est aujourd'hui pas un argument recevable dans certains dossiers: faute de base légale claire, une commune prend des risques à contraindre un propriétaire à rénover au lieu de démolir.

«C'est la Confédération qui a signé l'Accord de Paris, pas les villes. Nous devons être considérés comme un partenaire»

NATACHA LITZISTORF,
MUNICIPALE LAUSANNOISE

«Les villes sont des laboratoires de la transition, a scandé Natacha Litzistorf, élue lausannoise chargée de l'Environnement. Mais elles sont trop souvent exclues des décisions. Or on assiste à un démantèlement insidieux des politiques climatiques, ce qui est scientifiquement irresponsable.» Pour appuyer son propos, Carmen Tanner a rappelé l'épisode douloureux des inondations de 2021. «Ce type d'événements devient plus fréquent, alerte-t-elle. Les collectivités se parent, mais la Suisse n'est pas prête pour les changements nécessaires.»

Ce que ces villes demandent? Un soutien financier conséquent, au lieu des coupes qui s'annoncent; l'adaptation du cadre légal; et un allègement administratif.

L'appel est donc lancé, tous azimuts: il s'adresse au Conseil fédéral, mais aussi aux parlementaires, ainsi qu'aux différentes institutions cantonales. «Notre lobbying ne fait que commencer, lance Natacha Litzistorf. Ce n'est pas un caprice: rappelons que c'est la Confédération qui a signé l'Accord de Paris, pas les villes. Nous devons être considérés comme un partenaire si on veut pouvoir atteindre les objectifs nationaux fixés.» ■